

CONSEIL

Réunion du Conseil au niveau des Ministres, 7-8 juin 2017

RENFORCER LES CONTRIBUTIONS DES PME DANS UNE ÉCONOMIE MONDIALISÉE ET NUMÉRIQUE

Ce document est diffusé sous la responsabilité du Secrétaire général.

JT03415026

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

SOMMAIRE

1. Les PME sont essentielles pour parvenir à une mondialisation et une croissance plus inclusives5
2. La contribution que les PME apportent à différents aspects du bien-être économique et social pourrait être renforcée6

Partout dans le monde, les PME jouent un rôle clé dans l'économie nationale en créant des emplois et de la valeur ajoutée et en contribuant à l'innovation. Les PME jouent un rôle essentiel dans les efforts engagés pour atteindre la durabilité environnementale et une croissance plus inclusive. Cependant, ces contributions sont très variables selon les entreprises_ et selon les pays et les secteurs d'activité. Un meilleur accès aux marchés mondiaux et aux réseaux de partage des connaissances peut renforcer la contribution des PME, mais les obstacles aux échanges et à l'investissement entravent la participation des PME et la faiblesse des infrastructures physiques et TIC les empêche d'exercer leurs activités de manière efficiente et d'accéder aux marchés internationaux à des coûts compétitifs. Le développement du numérique offre aux PME de nouvelles possibilités de participer à l'économie mondiale mais celles-ci se laissent distancer dans la transition numérique et certains effets perturbateurs doivent être pris en compte.

3. Le rôle de l'environnement économique est essentiel pour renforcer la participation des PME à une économie ouverte et intégrée et leur permettre d'en tirer parti.....16

Certaines caractéristiques du cadre institutionnel et réglementaire font peser des charges disproportionnées sur les PME. L'inefficacité des régimes de faillite nuit au dynamisme des entreprises, à la restructuration d'entreprises viables et à l'accès des PME au financement extérieur. Les petites et les jeunes entreprises supportent de manière disproportionnée les coûts élevés liés au respect des obligations fiscales. L'intégrité et la transparence du secteur public, l'efficacité de l'administration publique et la qualité des services publics sont fondamentales pour assurer des conditions de concurrence équitables.

4. La capacité des PME à accéder aux ressources stratégiques est fondamentale pour leur compétitivité 17

Pour de nombreuses jeunes entreprises et PME, l'accès au financement sous une forme appropriée est entravé par divers obstacles aussi bien du côté de l'offre que de celui de la demande. Les pénuries de compétences et des défaillances au niveau des pratiques de gestion et de la formation de la main-d'œuvre limitent la productivité et l'innovation des PME. L'accès aux marchés publics est généralement plus difficile pour les PME que pour les grandes entreprises.

5. Une vision transversale des PME est nécessaire.....19

Une Stratégie de l'OCDE pour les PME peut soutenir l'action publique dans les pays Membres et non-Membres de l'Organisation.

- RÉFÉRENCES22

Graphiques

Graphique 1.	Les PME représentent la principale source d'emplois dans le secteur marchand	7
Graphique 2.	Les PME sont moins connectées aux réseaux internationaux de partage des connaissances que les grandes entreprises	8
Graphique 3.	On observe une grande disparité entre les pays dans la contribution des PME à l'emploi et à la valeur ajoutée, notamment dans le secteur manufacturier	11
Graphique 4	La part de la valeur ajoutée des PME dans les échanges internationaux est plus élevée lorsque que les liens commerciaux indirects sont pris en compte	12
Graphique 5.	Les PME affichent du retard en matière d'adoption des technologies numériques plus sophistiquées	15
Graphique 6.	L'écart au niveau des coûts de crédit entre les PME et les grandes entreprises se creuse.....	18

CODES PAYS

Les graphiques du présent document utilisent les codes ISO (ISO3) pour les noms de pays tels que répertoriés ci-dessous.

AUS	Australie	ITA	Italie
AUT	Autriche	JPN	Japon
BEL	Belgique	KOR	Corée
BRA	Brésil	LVA	Lettonie
BGR	Bulgarie	LTU	Lituanie
CAN	Canada	LUX	Luxembourg
CHE	Suisse	MEX	Mexique
CHL	Chili	NLD	Pays-Bas
COL	Colombie	NZL	Nouvelle-Zélande
HRV	Croatie	NOR	Norvège
CZE	République tchèque	POL	Pologne
DNK	Danemark	PRT	Portugal
EST	Estonie	RUS	Fédération de Russie
FIN	Finlande	SVK	République slovaque
FRA	France	SVN	Slovénie
HUN	Hongrie	ESP	Espagne
DEU	Allemagne	SWE	Suède
GRC	Grèce	CHE	Suisse
ISL	Islande	TUR	Turquie
IRL	Irlande	GBR	Royaume Uni
ISR	Israël	USA	États Unis

DÉFINIR LES PME À DES FINS STATISTIQUES

Il convient de noter qu'il n'existe aucune définition internationale normalisée de la « petite et moyenne entreprise ». Les PME sont définies différemment selon la législation des pays, notamment parce que la dimension (« petite » ou « moyenne ») d'une entreprise s'entend relativement à la taille de l'économie nationale. À des fins statistiques, l'OCDE considère comme des PME les entreprises employant jusqu'à 249 personnes, avec les subdivisions suivantes : microentreprises (1 à 9 employés), petites entreprises (10 à 49) et moyennes entreprises (50 à 249). Cette répartition est la plus efficace en termes de comparabilité, compte tenu des diverses pratiques de recueil mises en œuvre dans les pays. Il convient en outre de signaler que certains pays utilisent des conventions différentes.

NOTE : Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

1. Ce document contient une synthèse des connaissances actuelles sur les petites et moyennes entreprises (PME) et des contributions qu'elles apportent au bien-être économique et social. Il décrit les différentes caractéristiques des PME et les opportunités et défis auxquels elles font face dans une économie devenue mondiale et numérique. Il recense également les domaines dans lesquels les connaissances ou les données sont lacunaires et qui réclament de nouvelles analyses. Le document présente les arguments justifiant l'élaboration future d'une Stratégie de l'OCDE pour les PME, qui aiderait les Membres et les Partenaires à adopter une approche cohérente des politiques ayant un impact et/ou ciblées sur les PME, notamment entre les différents niveaux d'administration ; à renforcer les effets de synergie des politiques publiques ; et à procéder aux éventuels arbitrages. L'élaboration et la mise en œuvre futures d'une Stratégie de l'OCDE aideraient les pouvoirs publics à instaurer des conditions de concurrence égales pour les PME et à leur donner les moyens de contribuer davantage à la croissance inclusive dans différents contextes économiques et sociaux.

1. Les PME sont essentielles pour parvenir à une mondialisation et une croissance plus inclusives

2. Dans bon nombre de pays, et en particulier dans les pays de l'OCDE, les pouvoirs publics sont confrontés aux défis d'une croissance atone, de la morosité des échanges et de l'investissement, et du creusement, ou du maintien à un niveau élevé, des inégalités (OCDE, 2016a). Ils font également face à un mécontentement de plus en plus tangible des citoyens à l'égard de la situation actuelle, qui se manifeste aussi par un rejet de la mondialisation et des évolutions technologiques. Dans ce contexte, il faut créer les conditions qui permettront de faire en sorte que les bienfaits de l'ouverture des marchés et du progrès technologique soient renforcés et partagés plus largement dans l'économie et la société.

3. Les PME sont des acteurs clés de l'économie et, de manière plus générale, de l'écosystème des entreprises. Leur donner les moyens de s'adapter et de prospérer dans un environnement plus ouvert et de prendre une part plus active dans la transformation numérique est essentiel pour stimuler la croissance économique et parvenir à une mondialisation plus inclusive. Dans les tous pays, quel que soit leur niveau de développement, les PME ont un rôle important à jouer dans la concrétisation des Objectifs de développement durable (ODD), en contribuant à favoriser une croissance économique inclusive et durable, à offrir des emplois et un travail décent pour tous, à promouvoir une industrialisation durable et stimuler l'innovation, et à réduire les inégalités de revenu.

4. Cependant, les mesures destinées à accroître le potentiel des PME à s'intégrer dans une économie mondiale et numérique, et à en tirer profit, dépendent dans une large mesure de l'existence de conditions-cadres favorables et d'une saine concurrence. En raison de contraintes internes, les PME sont touchées de façon disproportionnée par les défaillances du marché, les obstacles et le manque d'efficacité de l'environnement des affaires et de la sphère politique. Leur contribution dépend aussi de leur accès aux ressources stratégiques, telles que les compétences, les réseaux de connaissances et les financements, mais également des investissements publics dans des domaines comme l'éducation et la formation, l'innovation et les infrastructures. Par ailleurs, pour un grand nombre de PME, un environnement propice aux changements de propriétaire ou de direction représente une condition importante pour garantir leur viabilité, laquelle a des répercussions sur l'emploi, l'investissement et la croissance.

5. Ces questions ont pris de l'importance dans le débat d'action, alors que dans certains pays, les PME sont toujours aux prises avec les effets durables de la crise mondiale de 2007-08, qui a touché les petites et les jeunes entreprises de façon excessive et a creusé l'écart de croissance de la productivité entre les PME et les grandes entreprises (OCDE, 2017a, 2017b). Cet écart est un paramètre important de la

hausse des inégalités constatée, notamment des inégalités salariales, dans de nombreux pays (OCDE, 2016a).

6. La notion de « politiques à l'égard des PME » est complexe. Elle recouvre des conditions-cadres, des politiques générales ayant des effets sur les PME, et des mesures ciblées, et englobe des domaines qui transcendent les frontières de différents ministères et organismes publics et concernent différents niveaux d'administration. Comme les PME sont bien souvent ancrées dans des écosystèmes locaux, qui constituent leur principale source de connaissances, de compétences, de financement, de débouchés commerciaux et de réseaux, il importe également d'examiner les facteurs qui influent sur les conditions-cadres au niveau local, et en quoi les politiques élaborées au niveau national sont adaptées aux conditions locales, mais aussi comment elles s'articulent avec les politiques publiques conçues au niveau régional ou territorial (OCDE, 2016e). Par ailleurs, les stratégies devraient prendre en compte les changements en termes de réglementation, de marchés et de technologies, opérés à l'étranger, qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les potentialités et les performances des PME.

7. Les sections qui suivent traitent des opportunités et des défis auxquels sont confrontées les PME dans une économie mondiale et numérique, en faisant fond sur le vaste corpus d'analyses menées par différents comités de l'OCDE au sujet des PME, notamment sous l'angle du financement, de l'innovation, de la fiscalité, de la réglementation, de la numérisation, de l'emploi, des compétences, des échanges, de l'internationalisation et des chaînes de valeur mondiales (CVM), de l'environnement, entre autres, et sur l'expertise unique de l'OCDE dans le domaine des statistiques. L'ensemble de ces conclusions forment un argument de poids en faveur de l'élaboration d'une Stratégie transversale de l'OCDE pour les PME, qui pourrait faire avancer le débat et accélérer l'amélioration des conditions-cadres et des politiques en faveur des PME dans les pays Membres et non-Membres, afin de parvenir à une croissance plus durable et plus inclusive.

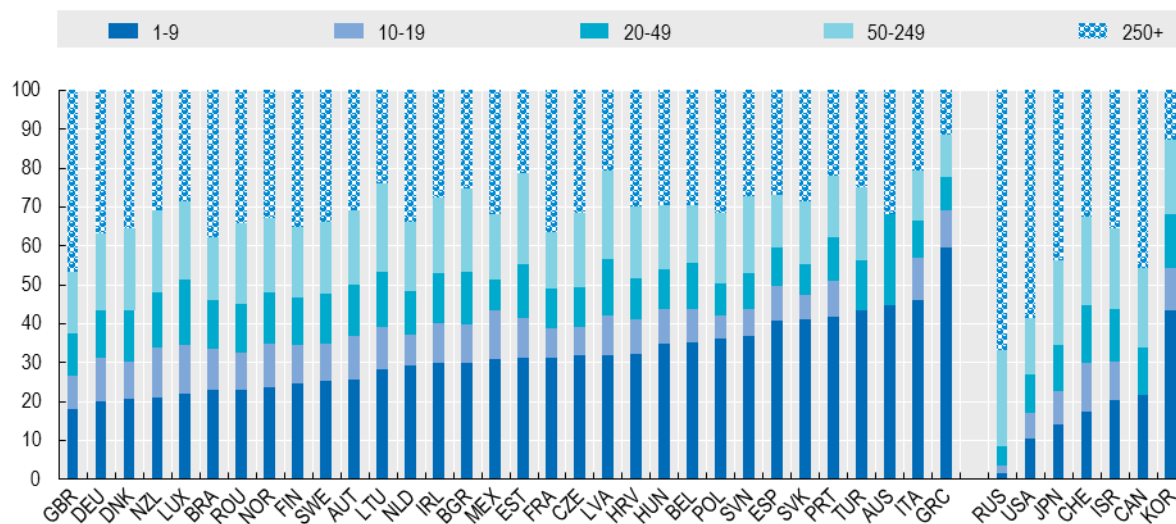
2. La contribution que les PME apportent à différents aspects du bien-être économique et social pourrait être renforcée

Partout dans le monde, les PME jouent un rôle clé dans l'économie nationale en créant des emplois et de la valeur ajoutée...

8. Dans la zone OCDE, les PME sont la forme d'entreprise la plus courante, puisqu'elles représentent environ 99 % de l'ensemble des entreprises. Elles constituent la principale source d'emploi, avec 70 % des emplois en moyenne, et sont des acteurs majeurs de la création de valeur, puisqu'elles produisent en moyenne entre 50 % et 60 % de la valeur ajoutée (graphique 1) (OCDE, 2016b). Dans les pays émergents, les PME représentent jusqu'à 45 % de l'emploi total et 33 % du PIB. Lorsque l'on prend en compte la contribution des entreprises informelles, il apparaît que les PME comptent pour plus de la moitié des emplois et du PIB dans la plupart des pays, tous niveaux de revenu confondus (SFI, 2010). De plus, le développement des PME peut favoriser la diversification et la résilience économiques – un aspect qui revêt un intérêt spécifique pour les pays riches en ressources, particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix des matières premières.

Graphique 1. Les PME représentent la principale source d'emplois dans le secteur marchand

En pourcentage de l'ensemble des personnes occupées, ensemble de l'activité du secteur marchand, 2014 ou dernière année disponible



Notes : Pour le Canada, la Suisse, Israël, le Japon, la Corée, les États-Unis et la Fédération de Russie, les données n'incluent pas le décompte des entreprises sans salariés. L'unité statistique utilisée pour la Corée et le Mexique est l'établissement. Pour le Royaume-Uni, les données présentées n'incluent pas les quelque 2.6 millions de petites entreprises non enregistrées. Pour l'Australie, le Canada et la Turquie, la catégorie « 1-9 » correspond à « 1-19 ».

Source : OCDE (2017), Panorama de l'entrepreneuriat 2017, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

... et en contribuant à l'innovation

9. La contribution des PME à la dynamique de l'innovation a augmenté au cours des dernières décennies, sous l'effet d'une croissance des revenus, d'une segmentation de la demande sur les marchés et des évolutions technologiques, qui ont permis aux PME de renforcer leurs avantages comparatifs et allégé les handicaps structurels dont elles souffraient du fait de la faiblesse de leurs ressources et de leur capacité limitée à dégager des économies d'échelle.

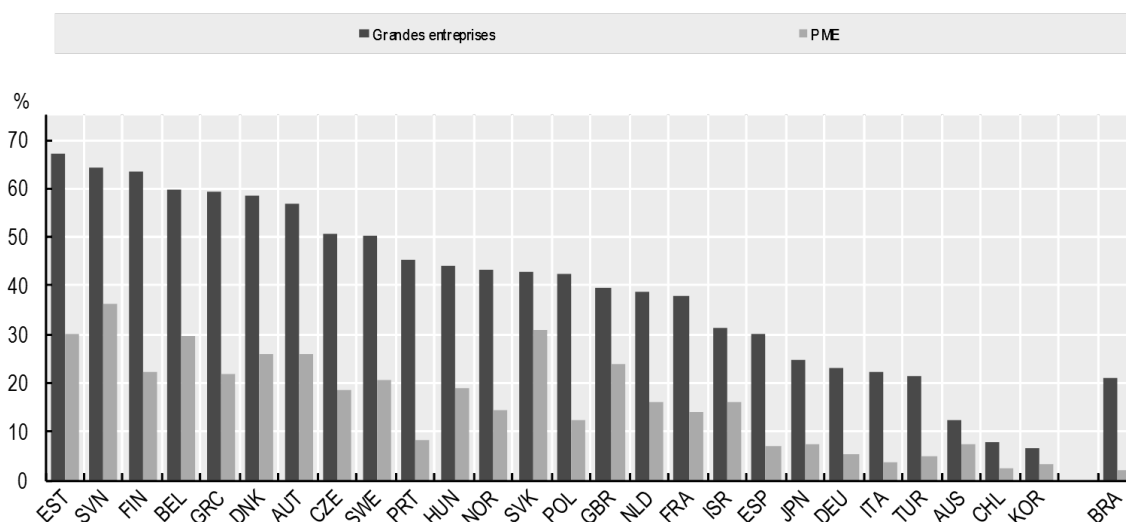
10. Si toutes les PME ne sont pas innovantes, on trouve souvent de nouvelles petites entreprises à l'origine des innovations radicales qui sont déterminantes pour la croissance économique – en effet, ces entreprises peuvent exercer en dehors des modèles dominants, exploiter des opportunités technologiques ou commerciales laissées de côté par des entreprises plus établies ou encore permettre la commercialisation de la connaissance produite dans les universités ou des organismes de recherche, qui sinon serait restée inexploitée sur le plan commercial (Baumol, 2002 ; OCDE, 2010a). À titre d'exemple, en Europe, les PME sont à l'origine d'environ 20 % des brevets, l'une des mesures de l'innovation, dans les domaines liés à la biotechnologie (Eurostat, 2014). Elles contribuent en outre à la création de valeur en adoptant des innovations produites ailleurs et en les adaptant à des contextes différents par des modifications progressives, et en fournissant des produits nouveaux ou de niche qui répondent à divers besoins des clients. Elles permettent également de desservir des territoires dont l'échelle est insuffisante pour intéresser les entreprises de plus grande taille.

11. L'économie du savoir, l'essor de l'innovation non technologique et l'émergence de modes d'innovation ouverts ou fondés sur des réseaux ont aussi permis à de nouvelles petites entreprises d'accroître leur contribution à l'innovation (OCDE, 2010a). L'activité d'innovation des PME dépend en grande partie des transferts indirects de connaissances, de l'accès à des réseaux et des possibilités offertes

de nouer des partenariats avec d'autres acteurs, notamment de plus grandes entreprises. La mondialisation a donné une plus grande place à la collaboration transfrontière dans l'innovation – tant pour obtenir de l'étranger des éléments à l'appui de l'innovation (idées, financement, compétences, technologies) que pour exploiter les résultats obtenus (produits et services, brevets, licences, etc.) sur les marchés étrangers. Toutefois, la vraie difficulté pour les PME consiste à identifier et à nouer des liens avec des partenaires et des réseaux du monde de la connaissance au niveau local, national et mondial, mais aussi à développer des compétences et des pratiques de gestion appropriées pour coordonner la connaissance produite par des partenaires extérieurs et l'intégrer dans les pratiques et les processus d'innovation internes (graphique 2) (OCDE, 2013b).

Graphique 2. Les PME sont moins connectées aux réseaux internationaux de partage des connaissances que les grandes entreprises

Entreprises engagées dans des collaborations internationales à des fins d'innovation, par taille, en pourcentage des entreprises actives dans l'innovation de produit et/ou de procédé, dans chaque catégorie de taille, 2010-12



Source : OCDE (2016), Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2015 : L'innovation au service de la croissance et de la société, Éditions OCDE, Paris, d'après Eurostat, Enquête communautaire sur l'innovation (CIS-2012) et sources nationales, juin 2015.

Les PME jouent un rôle essentiel dans les efforts engagés pour atteindre la durabilité environnementale...

12. La participation des PME à la transition vers des modes de production et de consommation plus durables est essentielle pour le verdissement du développement économique. Même si l'empreinte écologique individuelle des petites entreprises est faible, leur incidence globale peut, dans certains secteurs, dépasser celle des grandes entreprises. Pour réussir la transformation verte, il sera essentiel que les PME réduisent leur impact environnemental en s'attachant à se mettre en conformité avec les règles et réglementations environnementales existantes, et à aller au-delà, à la fois dans le secteur manufacturier et les services. Cette évolution est particulièrement urgente pour les PME du secteur manufacturier, qui comptent pour une grande part dans la consommation mondiale de ressources, la pollution de l'air et de l'eau et la production de déchets (OCDE, 2013a).

13. Parallèlement, la transition verte offre de nouveaux débouchés aux PME, en tant que fournisseurs de premier plan de biens et services verts. Dans bon nombre de pays de l'OCDE, des PME innovantes occupent une place centrale sur les marchés de l'éco-industrie et des technologies propres. Ainsi, au

Royaume-Uni et en Finlande, respectivement plus de 90 % et 70 % des entreprises spécialistes des technologies propres sont des PME (Carbon Trust, 2013 ; ETLA, 2015). Celles-ci sont particulièrement bien placées pour saisir les opportunités offertes par des chaînes d’approvisionnement plus vertes sur les marchés locaux des technologies propres, qui peuvent être peu attractifs ou difficiles d’accès pour des grandes entreprises mondiales, notamment dans les économies émergentes et les pays à faible revenu (BIRD, 2014). Par ailleurs, de petits « entrepreneurs verts », mus par une recherche de la rentabilité couplée à une conscience environnementale, peuvent servir de moteur à une transformation ascendante et à la création d’emplois en élaborant de nouveaux modèles économiques et en étant les premiers à mettre en œuvre des pratiques commerciales écologiques, qui auront une incidence sur les marchés de consommation de masse et finiront par être adoptées par les autres entreprises (OCDE, 2013a).

14. La volonté et la capacité des PME d’adopter des pratiques durables et de saisir les opportunités offertes par l’économie verte sont toutefois souvent entravées par le manque de moyens disponibles en raison de leur taille, un déficit de compétences et des connaissances incomplètes. Les PME hésitent bien souvent à procéder à des améliorations respectueuses de l’environnement en raison de la complexité technique et des charges et coûts qu’elles imaginent, mais aussi parce qu’elles sont peu informées des opportunités financièrement avantageuses qui y sont liées. Parallèlement, il est fréquent que l’absence de compétences et de connaissances techniques appropriées empêche les PME de donner suite aux opportunités « gagnant-gagnant » qui s’offrent à elles ; et le manque de ressources les conduit souvent à éviter les risques et à être moins enclines que les entreprises de plus grande envergure à investir dans de nouvelles technologies (Mazur, 2012 ; EaP Green, 2016).

... et une croissance plus inclusive

15. Les PME créent des possibilités d’emploi dans l’ensemble des zones géographiques et des secteurs d’activité ; elles emploient d’importants segments de main d’œuvre, notamment des travailleurs peu qualifiés, et offrent des possibilités de développement des compétences. Elles facilitent par ailleurs l’accès de leurs salariés aux soins de santé et aux services sociaux. À ce titre, les PME qui créent des emplois et produisent de la valeur ajoutée représentent un important vecteur d’inclusion sociale et de réduction de la pauvreté, notamment, mais pas uniquement, dans les pays émergents et à faible revenu. À cet égard, la croissance de la productivité au sein d’une population nombreuse de petites entreprises, dans les segments traditionnels et dans l’économie informelle, peut aider les pouvoirs publics à atteindre leurs objectifs de croissance économique et d’inclusion sociale, notamment à sortir du piège de la faible productivité et à améliorer la qualité des emplois pour les travailleurs peu qualifiés (OCDE, 2009, 2017b).

16. Les petites entreprises peuvent aussi représenter un instrument utile pour répondre à des besoins d’ordre social par l’intermédiaire du marché, et fournir des biens et des services publics. Tel est le cas des entreprises sociales, qui apportent des solutions innovantes aux problèmes de la pauvreté, de l’exclusion sociale et du chômage, et comblent des lacunes dans la prestation des services d’intérêt général (UE/OCDE, 2016). Dans de nombreux pays, le poids économique de l’économie sociale et solidaire, domaine où exercent les entreprises sociales, a progressé régulièrement au cours de ces dernières années, y compris au lendemain de la crise mondiale. À titre d’exemple, en France, l’économie sociale représentait 10 % du PIB en 2014. En Belgique, sur la période 2008-14, l’emploi dans les entreprises sociales a augmenté de 12 % et comptait en 2015 pour 17 % de l’emploi privé total (UE, 2016). Au Royaume-Uni, en 2015, 41 % des entreprises sociales ont créé des emplois, contre 22 % des PME (SEUK, 2015).

17. Parallèlement, les possibilités entrepreneuriales peuvent constituer un moyen privilégié de participation à la vie économique et sociale et de promotion sociale, en permettant à des groupes défavorisés ou marginalisés, notamment les jeunes, les femmes, les personnes âgées, les migrants, les minorités ethniques et les personnes handicapées, de se donner eux-mêmes des chances de participer à la vie économique.

18. Dans de nombreux pays, la responsabilité sociale des entreprises (RSE) est de plus en plus perçue comme un moyen pour les entreprises, y compris les PME, de contribuer aux objectifs sociaux. En s'engageant à mettre en œuvre de bonnes pratiques en matière de travail et d'environnement et à nouer de bonnes relations avec la communauté, les petites entreprises peuvent contribuer à l'instauration d'un développement durable et inclusif, en particulier à l'échelon local. La RSE peut également améliorer l'image que les clients, les investisseurs et les autres parties prenantes ont de l'entreprise, et renforcer sa capacité d'attirer et de conserver des employés qualifiés et motivés.

Cependant, ces contributions sont très variables selon les entreprises...

19. L'hétérogénéité des entreprises a une incidence sur l'innovation, la productivité, la création d'emplois et la croissance inclusive. S'il existe de grandes différences entre les PME et les grandes entreprises, la population des PME elle-même se compose d'entreprises très diverses, que ce soit en termes d'âge, de taille, de structure du capital, de modèle économique, de profil et d'aspirations des entrepreneurs.

20. Les PME jouent un rôle important dans l'écosystème plus vaste des entreprises. Les *start-ups* et les jeunes entreprises, qui sont généralement de petites ou microentreprises, constituent la principale source de création nette d'emploi dans de nombreux pays. La dynamique des entreprises est en outre un puissant moteur de la croissance de la productivité (OCDE, 2016b). Toutefois, la majorité des nouvelles entreprises font faillite au cours des premières années d'activité ou conservent leur très petite taille (OCDE, 2016c). Les entreprises à forte croissance, quels que soient leur âge et leur secteur d'activité, contribuent de façon très sensible à la création d'emplois (OCDE, 2010b).

21. Les entreprises de taille moyenne déjà établies qui innovent et se développent tirent la croissance dans de nombreuses économies de l'OCDE, en assurant la coordination, la montée en gamme et la participation de fournisseurs de plus petite envergure dans les chaînes d'approvisionnement. En Suisse par exemple, les entreprises de taille moyenne représentent (50-249 employés) environ 4 % de la population des entreprises, mais 23 % de l'emploi et 25 % de la valeur ajoutée (OCDE, 2016b). Il existe également dans des secteurs moyennement ou faiblement technologiques, nombre de petites entreprises viables ancrées dans des systèmes de production locaux compétitifs, qui produisent de l'innovation, principalement progressive, et contribuent à l'emploi, à l'inclusion sociale et à la cohésion territoriale. Parallèlement, bon nombre de petites entreprises n'exercent jamais au-delà de petits marchés locaux. Il n'est pas rare que ces entreprises, qui innovent peu et n'ont pas de fortes ambitions de croissance, conservent une taille modeste tout au long de leur cycle de vie.

... et selon les pays et les secteurs d'activité.

22. Les PME forment une population dynamique et en évolution constante, dont la composition varie considérablement selon les pays et les secteurs d'activité, ce qui n'est pas sans incidence sur leur capacité à prospérer dans une économie ouverte et numérisée, et à y contribuer. Dans tous les pays, les microentreprises (jusqu'à neuf employés) dominent le paysage puisqu'elles représentent entre 70 % et 95 % de l'ensemble des entreprises. Cela étant, on observe des différences importantes entre les pays s'agissant de la contribution des microentreprises à l'emploi et à la valeur ajoutée. Ainsi, dans le secteur des services, leur part dans l'emploi s'échelonne de plus de 60 % en Grèce à 20 % au Danemark et en Allemagne, tandis que leur part dans la valeur ajoutée s'établit entre 45 % environ au Luxembourg à 15 % en Suisse (OECD, 2016b).

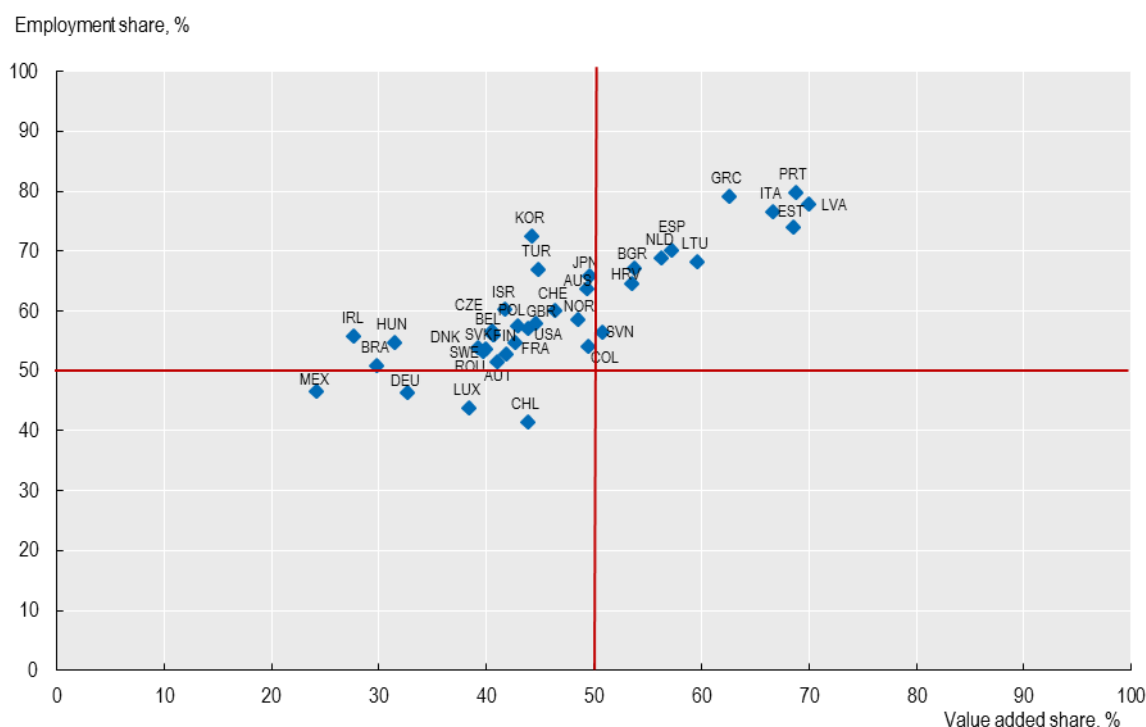
23. La performance des PME varie aussi selon les secteurs. Dans les services, les PME représentent 60 % ou plus de l'emploi total et du total de la valeur ajoutée dans presque tous les pays. En revanche, dans le secteur manufacturier, les grandes entreprises, bien que peu nombreuses, contribuent de façon anormalement élevée à l'emploi et à la valeur ajoutée, sous l'effet, en grande partie, de rendements

d'échelle croissants générés par une production à forte intensité capitaliste et de l'existence de barrières à l'entrée en matière d'investissement. Dans certains pays, comme l'Allemagne et le Mexique, de grands groupes manufacturiers représentent une part importante de l'emploi total et de la valeur ajoutée totale. On observe toutefois certaines exceptions (graphique 3) parmi lesquelles figurent des économies plus modestes comme la Lettonie et l'Estonie, mais aussi des économies de plus grande taille où les PME ont de tout temps dominé le secteur manufacturier, comme l'Italie (OCDE, 2017c).

24. Une compréhension plus approfondie des contributions apportées par les différents types de PME et des défis auxquels elles sont confrontées (c'est-à-dire, une typologie des entreprises) est nécessaire pour orienter les politiques structurelles et ciblées.

Graphique 3. On observe une grande disparité entre les pays dans la contribution des PME à l'emploi et à la valeur ajoutée, notamment dans le secteur manufacturier

Pourcentage de l'emploi total et de la valeur ajoutée totale dans le secteur manufacturier, ensemble des PME (1 à 249 employés), 2014 ou dernière année disponible



Notes : Taille des PME : AUS : < 200 salariés ; JPN et KOR < 300 salariés ; pour CHE, JPN, USA : les données n'incluent pas le décompte des entreprises sans salariés. Les données pour GBR n'incluent pas les quelque 2.6 millions de petites entreprises non enregistrées. Pour CHL, seules les entreprises de plus de 10 employés sont prises en compte.

Source : OCDE (2017), Panorama de l'entrepreneuriat 2017, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

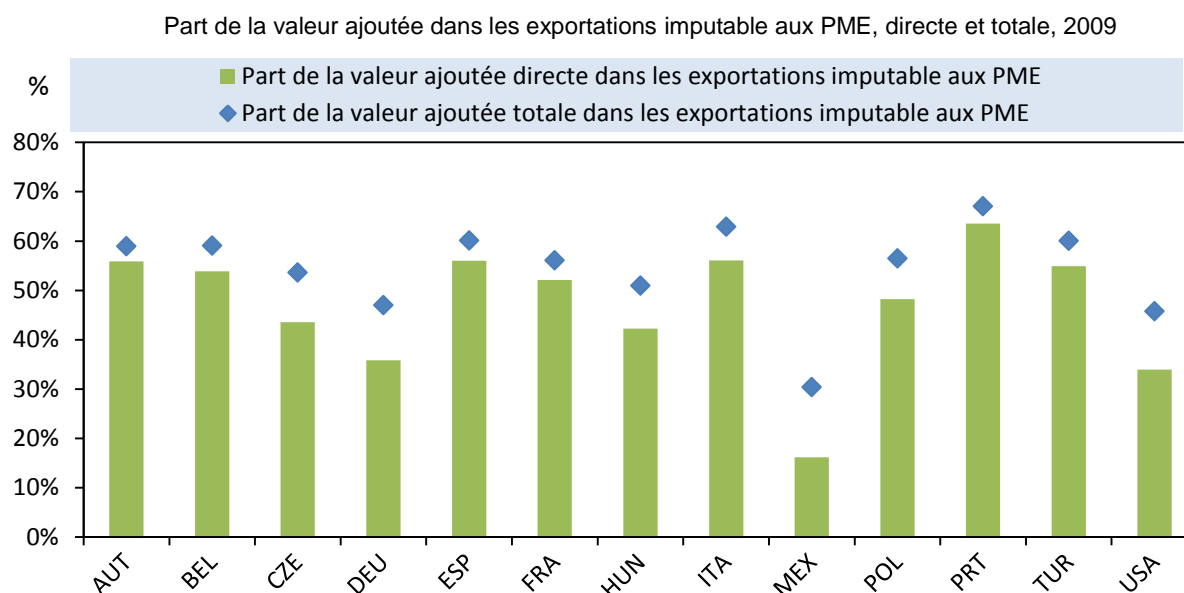
Un meilleur accès aux marchés mondiaux et aux réseaux de partage des connaissances peut renforcer la contribution des PME...

25. Une plus forte participation des PME aux marchés mondiaux peut permettre de renforcer leurs contributions au développement économique et au bien-être social, en leur donnant les possibilités de se développer, en accélérant l'innovation, en facilitant la diffusion de la technologie et des compétences de

gestion, en élargissant et en approfondissant l'éventail des compétences, et en améliorant la productivité. En outre, une plus grande flexibilité et capacité des PME à personnaliser et différencier leurs produits peuvent leur donner un avantage comparatif sur les marchés mondiaux par rapport aux grandes entreprises, car elles sont plus réactives face à l'évolution des conditions sur les marchés et à des cycles de production de plus en plus courts. Certains marchés internationaux de niche sont dominés par les PME, et les petites entreprises innovantes sont souvent les partenaires clés d'entreprises multinationales plus grandes, lorsque celles-ci souhaitent concevoir de nouveaux produits ou s'aventurer sur de nouveaux marchés. Parallèlement, une intégration mondiale plus étroite se traduit pour les PME par une intensification de la concurrence sur les marchés locaux, s'accompagnant parfois d'effets délétères, qui impose même aux petites entreprises n'exerçant pas à l'international d'approfondir leurs connaissances des marchés et d'accroître leur productivité.

26. D'une manière générale, les PME sont sous-représentées dans les échanges internationaux. Dans les pays Membres et non-Membres de l'OCDE, rares sont les PME qui exportent directement et, quand elles le font, leurs exportations représentent d'ordinaire une part moindre du volume total des échanges (par rapport aux grandes entreprises) et ciblent généralement des pays voisins (OCDE, 2016b). Cependant, si on prend en compte la contribution indirecte des PME aux exportations, en tant que fournisseurs de grandes entreprises locales ou d'entreprises multinationales exportatrices, les PME peuvent compter pour plus de la moitié des exportations totales en valeur ajoutée dans les pays de l'OCDE (graphique 4). Les liens en amont et en aval avec les grandes entreprises sont essentiels pour les PME (OCDE et Groupe de la Banque mondiale, 2015). Les avantages de ces liens entre entreprises s'exercent dans les deux directions, car la qualité et la réactivité des fournisseurs spécialisés, principalement des PME, voire des microentreprises, peut se révéler cruciale pour la compétitivité de toute une chaîne de valeur, au niveau local et mondial, et de grands groupes directement engagés dans une concurrence mondiale exacerbée. À cet égard, une interdépendance et une coordination étroites entre grandes et petites entreprises peut s'avérer une précieuse source de valeur et de compétitivité tout au long des chaînes d'approvisionnement.

Graphique 4. La part de la valeur ajoutée des PME dans les échanges internationaux est plus élevée lorsque que les liens commerciaux indirects sont pris en compte



Source : OCDE et Groupe de la Banque mondiale (2015), à partir de la base de données OCDE/Eurostat du commerce par caractéristique d'entreprise (CCE) ; base de données de l'OCDE des Statistiques structurelles et démographiques des entreprises (SDBS) ; base de données des tableaux d'entrées-sorties/des échanges en valeur ajoutée (ICIO/TiVA) de l'OCDE.

27. La participation aux marchés mondiaux et l'intégration dans les chaînes de valeur sont inégales au sein de la population des PME. Il existe quelques PME très innovantes et ayant d'emblée une « vocation mondiale » qui sont pleinement intégrées sur les marchés mondiaux (des « petites multinationales »), et une large proportion de PME qui exportent ou participent à des CVM en tant que fournisseurs d'entreprises exportatrices. Parallèlement, pour bon nombre de PME, les partenariats d'exportation peuvent être de courte durée ; les nouveaux exportateurs cessant leurs activités d'exportation après une ou deux années dans de nombreux pays, les exportateurs établis depuis longtemps changeant pour leur part fréquemment de produit et de destination (Wagner, 2015). Les entreprises exportatrices de petite taille et moins expérimentées sont en général plus vulnérables aux baisses brutales de la demande extérieure, comme celles qui surviennent dans le sillage d'une crise mondiale (BIRD, 2010 ; Beverelli et al., 2011).

28. Par ailleurs, des éléments récents donnent à penser que les PME des pays en développement peinent à tirer profit des nouvelles opportunités offertes par l'évolution du paysage des CVM. Nombre de PME sont susceptibles de s'insérer sur les segments à faible valeur ajoutée des CVM, là où les partenariats entre les entreprises multinationales et leurs fournisseurs locaux peuvent être limités et difficiles à obtenir, même lorsqu'il est économiquement intéressant pour l'entreprise multinationale de développer une base de fournisseurs locaux, et qu'elle s'y emploie activement (OCDE et Groupe de la Banque mondiale, 2015). De fait, des données semblent indiquer que la contribution indirecte des PME dans les exportations des pays en développement serait moins élevée que dans les pays développés (OCDE, 2017d).

29. Pour élaborer des politiques publiques de nature à aider les PME à tirer pleinement parti des nouvelles opportunités offertes par les CVM, il faut mieux cerner les interactions entre les PME et les grandes entreprises et entreprises multinationales dans différents contextes et différentes chaînes de valeur, ainsi que le rôle des pôles d'activité dans la participation et la montée en grade des PME au sein CVM ; il faut aussi comprendre l'évolution des CVM, notamment dans le contexte de la transition numérique.

... mais les obstacles aux échanges et à l'investissement entravent la participation des PME...

30. L'ouverture des échanges et de l'investissement, de même que la facilitation des échanges, la protection de la propriété intellectuelle et la qualité des infrastructures et des institutions, sont déterminantes pour que les PME puissent exercer leurs activités sur les marchés mondiaux. Les PME sont moins à même que les grandes entreprises de faire face aux coûts nécessaires pour participer aux échanges internationaux en raison de leurs ressources et capacités de gestion limitées. Institutionnaliser la transparence et d'autres bonnes pratiques réglementaires, notamment la possibilité de réduire la réglementation, peut permettre d'encadrer les coûts de la réglementation et le fardeau que celle-ci fait peser, et promouvoir la compétitivité des PME sur les marchés mondiaux et émergents. S'il peut être coûteux pour de grandes entreprises de respecter les diverses normes, réglementations techniques et procédures d'évaluation de la conformité, ces obligations sont potentiellement prohibitives pour les PME sachant que bon nombre des coûts induits par la participation aux marchés internationaux sont fixes, et bien souvent irrécupérables, quels que soient la taille et le chiffre d'affaires de l'entreprise. La prévisibilité et l'efficacité des procédures douanières et des services logistiques revêtent une importance considérable pour les PME, qui peuvent trouver les charges administratives et financières s'y rapportant particulièrement lourdes (OCDE, 2015a ; USITC, 2014). Les comités nationaux de facilitation des échanges prévus au titre du nouvel Accord de facilitation de l'OMC peuvent être un outil utile pour rechercher la contribution des PME.

31. Qui plus est, les contraintes pesant sur les importations peuvent limiter la capacité des PME à tirer parti des avantages induits par un approvisionnement plus efficient. Ainsi, en Asie du Sud-Est, région qui s'est convertie aux CVM, la part de valeur ajoutée étrangère des PME est moins élevée que celle des entreprises de plus grande taille (OCDE, 2017d).

... et la faiblesse des infrastructures physiques et TIC les empêche d'exercer leurs activités de manière efficiente et d'accéder aux marchés internationaux à des coûts compétitifs.

32. Dans un monde où la livraison en flux tendus est devenue la norme, où le transit est rapide et le stockage onéreux, le temps est un vecteur essentiel de compétitivité. La qualité des infrastructures physiques (routes, ports et aéroports), de même que l'efficacité des procédures suivies dans l'exploitation de ces installations, sont déterminantes pour permettre aux entreprises de prendre pied sur les marchés étrangers et de s'insérer dans les CVM. Dans les économies émergentes, ce sont là les principaux obstacles cités par les PME désireuses de saisir les opportunités mondiales (COMCEC, 2013). Le développement d'une infrastructure efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que le renforcement de l'interopérabilité et des normes, revêtent aussi une importance croissante pour accéder aux marchés mondiaux dans la mesure où ils facilitent l'échange d'informations et la communication, ainsi que la participation à des plateformes de commerce électronique (BIAC et al., 2016 ; OCDE, 2017a).

Le développement du numérique offre aux PME de nouvelles possibilités de participer à l'économie mondiale...

33. Les technologies numériques permettent aux PME d'améliorer leur connaissance des marchés, d'atteindre une certaine échelle avec des ressources limitées et d'accéder aux marchés et aux réseaux de connaissances mondiaux à un coût relativement bas. La transition numérique facilite le développement de petites entreprises ayant d'emblée « une vocation mondiale » et donne aux PME de nouvelles possibilités de renforcer leur compétitivité sur les marchés locaux et mondiaux, par une innovation de produit ou de service et en améliorant leurs processus de production. Elle favorise également l'émergence de jeunes entreprises agiles qui mettent à profit l'internet pour faire baisser leurs coûts fixes et externalisent de nombreux aspects de leur fonctionnement de manière à rester agiles et réactives face au marché (OCDE, 2017f). En outre, les données massives et la science de l'analyse des données ouvrent de vastes perspectives aux PME et leur permettent de mieux comprendre leurs processus internes, les besoins de leurs clients et partenaires et l'environnement économique global dans lequel elles mènent leurs activités.

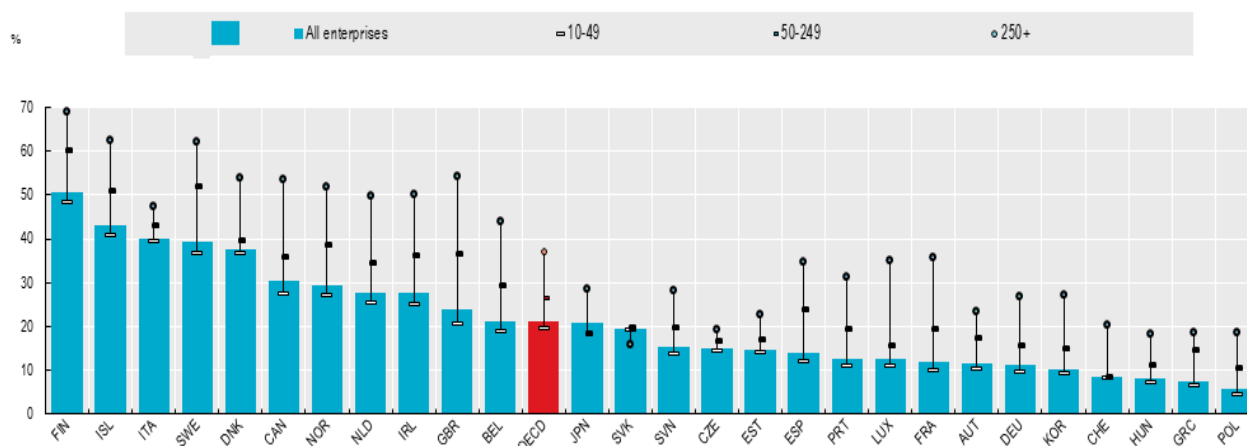
34. L'utilisation des technologies numériques peut également faciliter l'accès des PME aux compétences et aux talents en mettant à leur disposition des sites de recrutement plus efficaces, en leur donnant la possibilité d'externaliser et de recruter en ligne pour des missions spécifiques, et en les reliant à des partenaires issus du monde de la connaissance (OCDE, 2017f). Elle peut aussi leur permettre d'accéder plus facilement à une gamme d'instruments de financement.

... mais celles-ci se laissent distancer dans la transition numérique

35. Si le passage au numérique donne aux PME de nouveaux moyens d'accéder aux marchés mondiaux, dans les faits, un grand nombre d'entre elles ne sont pas encore en mesure de récolter les bénéfices de cette transition technologique. Des données démontrent que les PME affichent du retard en matière d'adoption des technologies numériques. Si, dans la plupart des pays, ce retard est minime pour ce qui est de la simple connectivité et de la présence sur internet, l'écart se creuse au niveau de la participation au commerce électronique et en particulier des applications plus sophistiquées. Ainsi, dans les pays de l'OCDE, les progiciels de gestion intégrés nécessaires pour gérer les flux d'information des entreprises sont répandus parmi les grandes entreprises (taux d'adoption supérieur à 75 % en 2014) mais moins courants dans les PME (moins de 20 %). Dans de nombreux pays, on observe également un écart important au niveau de l'adoption de l'informatique en nuage, c'est-à-dire la location de puissance de calcul auprès d'un prestataire externe, une démarche qui permet aux entreprises de plus petite taille d'utiliser les données massives tout en surmontant certains des obstacles liés aux coûts élevés des investissements dans les TIC (graphique 5).

Graphique 5. Les PME affichent du retard en matière d'adoption des technologies numériques plus sophistiquées

Entreprises utilisatrices de services infonuagiques, par taille, en pourcentage des entreprises dans chaque classe de taille, 2014



Notes : Sauf indication contraire, la couverture sectorielle comprend toutes les activités du secteur manufacturier et du secteur des services marchands non financiers. Seules les entreprises de dix salariés ou plus sont prises en compte. Les classes de taille sont les suivantes : petites entreprises (10-49 salariés), moyennes entreprises (50-249), grandes entreprises (250 et plus). Pour le Canada, les données se rapportent aux entreprises utilisant des solutions de logiciel-service (SaaS, pour Software-as-a-Service), parmi lesquelles figure l'infonuagique. Les entreprises moyennes emploient de 50 à 299 personnes, les grandes en emploient 300 ou plus. Pour le Japon, les données se rapportent aux entreprises de 100 salariés ou plus. Les entreprises moyennes emploient de 100 à 299 personnes, les grandes en emploient 300 ou plus. Pour le Canada et la Corée, les données se rapportent à 2012 au lieu de 2014. Pour le Japon et la Suisse, les données se rapportent à 2011 au lieu de 2014. Pour la Suisse, les données se rapportent aux entreprises d'au moins cinq personnes.

Source : OCDE (2015), Perspectives de l'économie numérique 2015, Éditions OCDE, Paris.

36. Le retard affiché par les PME en matière d'adoption est essentiellement dû à un manque d'investissement dans les actifs intellectuels complémentaires, tels que la R-D, les ressources humaines, les changements organisationnels et l'innovation de processus, et a des répercussions sur la capacité de ces entreprises de transformer l'évolution technologique en innovation et croissance de la productivité. Ainsi, le manque d'investissement dans les processus d'innovation et les capacités organisationnelles internes empêche les PME de mettre pleinement à profit les nouvelles technologies pour renforcer leur analyse de données et accroître leur participation aux réseaux de connaissances. Si dans les faits, la révolution des TIC facilite l'innovation des entreprises en leur permettant d'intégrer des réseaux de collaboration avec d'autres entreprises, notamment des entreprises multinationales, des universités et des organismes de recherche, cette évolution requiert des compétences d'innovation, ainsi que des capacités d'organisation et de gestion afin d'assurer la coordination avec les partenaires extérieurs de la connaissance et d'intégrer efficacement les connaissances émanant de sources externes dans les processus internes (OCDE, 2010a, 2015b).

... et certains effets perturbateurs doivent être pris en compte.

37. Par ailleurs, pour de nombreuses PME, l'essor du numérique est source de perturbations sur les marchés. Il renforce la contestabilité des marchés locaux, accélère l'obsolescence des connaissances, des compétences et des modèles économiques, et intensifie la complexité de l'environnement des affaires. Il s'agit en outre d'une dynamique qui favorise un gagnant unique, dans laquelle les technologies numériques permettent l'adoption totale et instantanée du produit ou de l'idée gagnante, souvent à l'échelle mondiale, et qui pourrait avoir de vastes implications en termes de répartition des bénéfices et de participation des entreprises et des PME aux marchés. Nous devons approfondir notre compréhension des répercussions que ces évolutions numériques auront sur les PME.

3. Le rôle de l'environnement économique est essentiel pour renforcer la participation des PME à une économie ouverte et intégrée et leur permettre d'en tirer parti

38. Les pays et les régions ont besoin d'un environnement économique sain et d'un écosystème qui fonctionne correctement, notamment au niveau local, pour promouvoir la participation des PME à l'économie mondialisée. Cette nécessité est d'autant plus impérieuse dans le contexte actuel, où l'intensification des pressions concurrentielles et le rythme rapide de l'évolution technologique requièrent de l'agilité, un comportement innovant, y compris en matière de gouvernance publique, et un accès facilité aux ressources stratégiques. Si les conditions-cadres influent sur l'investissement, l'innovation et la croissance des entreprises, certaines dimensions ont un impact disproportionné sur les PME nouvelles et établies (OCDE, 2017a).

Certaines caractéristiques du cadre institutionnel et réglementaire font peser des charges disproportionnées sur les PME

39. L'incertitude, la complexité et l'incohérence réglementaires nuisent de manière disproportionnée aux PME qui connaissent généralement moins bien l'environnement réglementaire que les grandes entreprises et ont dû mal à mettre en œuvre les normes applicables. Le manque d'informations ou de compétences en interne oblige parfois les PME à supporter d'autres coûts indirects, liés à la rémunération de conseillers externes ou à des investissements dans des formations spécifiques pour permettre à leur personnel de se conformer aux nouvelles obligations. Ainsi, la complexité des procédures réglementaires et les conditions d'application de la réglementation sont-elles particulièrement importantes pour les PME. Dans certains pays, les fardeaux administratifs que les entreprises, en particulier celles de petite taille, ne peuvent porter, représentent l'un des facteurs à l'origine de l'ampleur de l'économie informelle (OCDE, 2015a). En outre, les divergences réglementaires entre pays peuvent être une source de difficulté supplémentaire pour les PME qui souhaitent participer aux marchés mondiaux et aux CVM.

L'inefficacité des régimes de faillite nuit au dynamisme des entreprises, à la restructuration d'entreprises viables et à l'accès des PME au financement extérieur

40. Des réglementations en matière de faillite qui pénalisent ou stigmatisent les défaillances de façon excessive réduisent les incitations à une sortie efficace des entreprises les moins productives et à la réaffectation des ressources à des utilisations plus productives. Dans certains pays, le traitement des chefs de microentreprises et de petites entreprises individuelles défaillants est très sévère et engage pleinement la responsabilité individuelle pendant de nombreuses années après la liquidation de l'entreprise (Bergthaler et al., 2015). Des processus longs et compliqués peuvent porter un lourd préjudice au capital et à la réputation des chefs de petites entreprises et hypothéquer fortement leurs chances de créer une nouvelle entreprise. En outre, les incertitudes juridiques accroissent le risque pour les bailleurs et limitent l'offre de financement aux PME (OCDE, 2017a).

Les petites et les jeunes entreprises supportent de manière disproportionnée les coûts élevés liés au respect des obligations fiscales

41. La proportion élevée de l'élément de coût fixe des obligations réglementaires fiscales et le coût du civisme fiscal (tenue de comptabilité, dossiers et procédures de paiement, etc.) aux échelons national, régional et municipal désavantagent les petites entreprises par rapport aux grandes. Pour les jeunes entreprises, qui sont en général également de petite taille, des coûts élevés de discipline fiscale peuvent exacerber les contraintes de ressources et de trésorerie qu'elles rencontrent souvent dans les premiers stades de leur développement, et faire obstacle à leur intégration dans l'économie formelle. Dans certains cas, les coûts de la discipline fiscale pour les petites entreprises peuvent même excéder leurs versements d'impôts (OCDE 2015c ; Eichfelder et Vaillancourt, 2014). En outre, certains aspects de la fiscalité des

entreprises, notamment le traitement asymétrique des bénéfices et des pertes, la répartition de l'impôt entre le revenu du capital et le revenu du travail, et la conception des crédits d'impôt et des incitations à la R-D peuvent désavantager involontairement les jeunes et les petites entreprises (OCDE, 2015c).

L'intégrité et la transparence du secteur public, l'efficacité de l'administration publique et la qualité des services publics sont fondamentales pour assurer des conditions de concurrence équitables

42. Les entreprises interagissent de multiples manières avec l'administration publique, dont l'intégrité, la transparence et l'efficacité ont une incidence sur la création d'entreprises et sur leur croissance. Le coût lié au fardeau administratif et à la paperasserie pèse relativement plus lourdement sur les PME que sur les grandes entreprises. Aussi, si le manque de transparence et la corruption dans le secteur public pénalisent toutes les entreprises, ils posent des problèmes particuliers aux PME, qui ne disposent souvent pas des capacités nécessaires pour faire face à l'opacité du secteur public, concevoir et mettre en œuvre des stratégies de lutte contre la corruption et mettre en avant leurs besoins en l'absence d'un cadre établi de participation à l'action publique.

4. La capacité des PME à accéder aux ressources stratégiques est fondamentale pour leur compétitivité

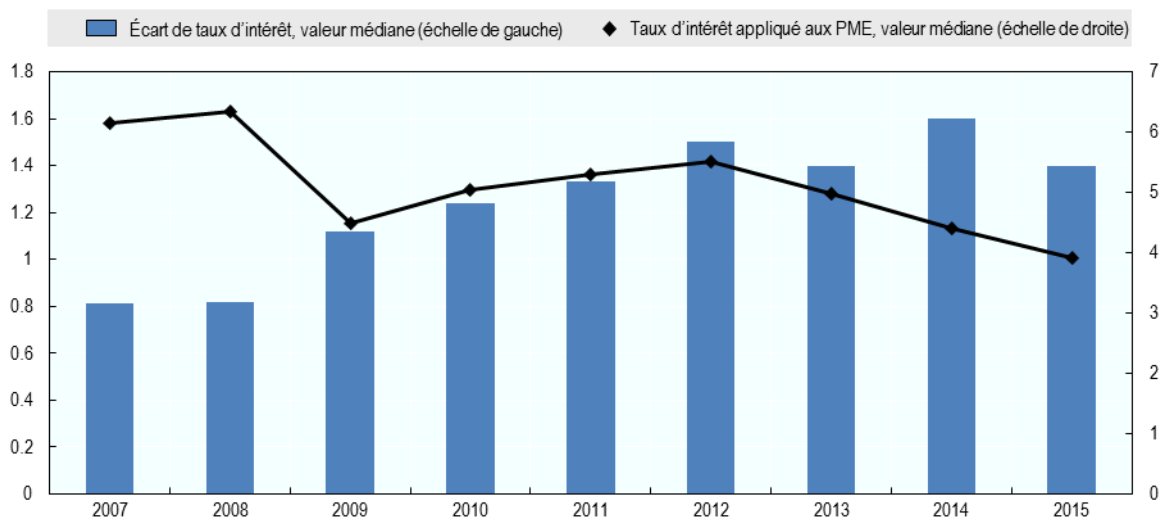
43. Ces obstacles et défaillances spécifiques peuvent empêcher les PME d'accéder à des ressources stratégiques telles que le financement, les capacités et connaissances de gestion et les réseaux de connaissances, ce qui les pénalise dans l'économie mondiale et numérisée.

Pour de nombreuses jeunes entreprises et PME, l'accès au financement sous une forme appropriée est entravé par divers obstacles aussi bien du côté de l'offre que de celui de la demande

44. En raison des asymétries d'information et des problèmes d'agence, les défaillances des marchés financiers limitent en général l'accès des PME et des jeunes entreprises au crédit. Ces dernières ne présentent souvent pas suffisamment de garanties, affichent des antécédents de crédit limités et manquent parfois des compétences nécessaires pour produire des états financiers sophistiqués (OCDE, 2013c). Il s'agit d'un domaine dans lequel la nécessité d'une intervention publique visant à remédier à ces défaillances est reconnue. Les restrictions de crédit sont particulièrement sévères dans les pays à revenu intermédiaire et à bas revenu, où le manque de financement est souvent l'obstacle principal à l'intégration dans l'économie formelle et au développement des PME. Dans les pays Membres et non-Membres de l'OCDE, les conditions de crédit de nombreuses PME se sont détériorées après la crise mondiale, et ont exacerbé l'impact de difficultés plus persistantes, telles que le manque de garanties et les coûts fixes appliqués par les banques dans le traitement des demandes de prêts. Les écarts de taux d'intérêt moyens appliqués aux PME et aux grandes entreprises ont fortement augmenté par rapport à la période antérieure à la crise, même si le coût du financement ne cesse de diminuer depuis quelques années, ce qui laisse présager un risque de crédit plus important pour les PME (graphique 6).

Graphique 6. L'écart au niveau des coûts de crédit entre les PME et les grandes entreprises se creuse

Taux d'intérêt moyen appliqué aux PME et écart moyen entre les taux d'intérêt appliqués aux PME et aux grandes entreprises, valeurs médianes, 2007-15



Source : OCDE (2017), Financing SMEs and entrepreneurs 2017. An OECD Scoreboard, Éditions OCDE, Paris (à paraître).

45. Reconnaissant que les besoins et les contraintes en matière de financement diffèrent largement selon les entreprises et tout au long de leur cycle de vie, les *Principes de haut niveau du G20 et de l'OCDE sur le financement des PME* réclament un renforcement de l'accès des PME au crédit, et soulignent l'importance de la diversification de leurs sources de financement. Dans les faits, la plupart des PME, notamment des entreprises nouvelles, innovantes et à forte croissance, continuent de dépendre largement de ressources internes et de l'endettement bancaire traditionnel. L'absence de modes de financement adaptés, en particulier de financements en fonds propres, contraste largement avec ce que l'on observe pour les grandes entreprises, et réduit l'entrée, l'investissement à long terme, l'expansion et l'innovation (OCDE, 2015d). La disponibilité de prêts bancaires et d'autres sources de financement est pénalisée par divers obstacles du côté de la demande, dus avant tout à un manque de connaissances financières, de vision stratégique, de ressources et parfois même de volonté d'attirer ces financements ou de compréhension des moyens d'y parvenir, ainsi que par des entraves au niveau de l'offre, telles que l'opacité globale du marché du financement des PME, un manque d'options de sortie pour les investisseurs sur les marchés du financement des PME, et des obstacles réglementaires persistants, tels que l'élargissement de la base d'investisseurs aux investisseurs individuels et institutionnels, et les coûts liés au respect de la réglementation (OCDE, 2016d).

Les pénuries de compétences et des défaillances au niveau des pratiques de gestion et de la formation de la main-d'œuvre limitent la productivité et l'innovation des PME

46. La participation des PME à l'économie du savoir est freinée par les pénuries de compétences, de faibles pratiques internes de gestion et de bas niveaux de formation de la main-d'œuvre. Il est avéré que les PME font face à des carences en compétences supérieures à celles des grandes entreprises, et que le niveau de formation par employé y est de beaucoup inférieur à celui des entreprises plus grandes (OCDE, 2013b). Les PME ont souvent des difficultés à attirer et conserver du personnel hautement qualifié et doté des compétences appropriées, et ont plus de mal encore à repérer les travailleurs possédant les compétences recherchées sur le marché du travail. Elles semblent en outre avoir du retard pour ce qui est de la collaboration avec les établissements pédagogiques et de formation, et de l'utilisation de stratégies

d'apprentissage au niveau de l'entreprise, c'est-à-dire du recours à des pratiques et des méthodes de gestion qui favorisent l'apprentissage et l'autonomie (OCDE, 2015b). Le manque d'investissement dans ce domaine freine également l'adoption des technologies numériques et leur utilisation efficace à des fins d'augmentation de la productivité et d'accès aux marchés. En outre, l'insuffisance des compétences entrepreneuriales peut freiner l'adaptation et une plus forte participation des PME et des entrepreneurs au « nouveau monde du travail » né de la numérisation et de la fragmentation croissantes des processus de production.

47. De faibles pratiques de gestion, ainsi que le manque d'une structure appropriée de gouvernance, sont également sources de difficultés lors des processus de changement de propriétaire ou de direction dans de nombreuses PME, en particulier dans les entreprises familiales. Dans certains cas, les limites de la direction sont exacerbées par les contraintes financières, les obstacles réglementaires, les fardeaux administratifs et les charges fiscales, et la petite taille des marchés des transferts des entreprises. Si ces aspects sont une source de préoccupation croissante dans de nombreux pays, en particulier ceux dans lesquels la population des chefs d'entreprise vieillit rapidement, la pénurie de données sur le transfert des entreprises dans nombre de régions représente un obstacle à l'action publique.

L'accès aux marchés publics est généralement plus difficile pour les PME que pour les grandes entreprises

48. Les marchés publics représentent un tiers des dépenses publiques et constituent une source directe de revenu pour les entreprises, y compris les PME. Si les Membres et non-Membres de l'OCDE adoptent largement des politiques ciblées dans ce domaine, l'impact concret de ces dernières sur le développement des PME reste à démontrer (OCDE, 2017e). Au nombre des obstacles figurent le manque d'informations sur les débouchés en matière de marchés publics, le niveau élevé des volumes et des capacités demandés, les limitations d'accès à certains contrats, les niveaux démesurément élevés requis en matière de qualification technique et financière, les brefs délais de soumission des offres, les coûts de soumission, les assurances et les garanties financières requises, les charges administratives et la recherche de partenaires.

5. Une vision transversale des PME est nécessaire

49. Les facteurs à l'origine des écarts de performance entre les entreprises, y compris au sein de la population des PME, et les retombées de la transition numérique sur les PME et leur participation à l'économie mondiale, restent mal compris. Les PME sont en général plus tributaires de leur écosystème économique que les grandes entreprises et présentent, en raison de leurs contraintes internes, une plus forte vulnérabilité face aux défaillances des marchés et à l'inefficacité et l'incohérence des politiques. Si les effets disproportionnés de ces défaillances sur les PME sont bien documentés, les avis divergent sur les moyens à mettre en œuvre pour y remédier et sur les instruments de l'action publique efficaces pour instaurer des règles du jeu équitables ou supprimer les obstacles spécifiques au développement des PME, tout en favorisant l'instauration d'une saine dynamique de marché. En outre, si nombre de gouvernements reconnaissent de plus en plus la nécessité d'adopter une perspective transversale lors de l'élaboration des politiques à l'égard des PME, et ont pris des mesures dans ce sens, les synergies, arbitrages et complémentarités entre les domaines d'action et au sein de chacun d'eux, ainsi que les implications pour les différents types de PME, ne sont pas souvent convenablement pris en compte, en raison également du manque de données et d'une compréhension insuffisante de l'interdépendance des politiques.

50. Un effort de grande ampleur doit être déployé pour mieux comprendre les effets combinés des réformes structurelles sur l'environnement des PME, ainsi que sur le rôle et l'impact des politiques ciblées sur les PME, notamment celles qui visent à promouvoir l'innovation, pérenniser les dynamisme des entreprises, soutenir le développement des compétences, faciliter l'accès au financement et favoriser l'accès aux marchés publics. Cet effort doit également porter sur les synergies et les arbitrages potentiels entre divers domaines d'action, notamment sur les effets de distorsion que risquent d'introduire certaines mesures ; reconnaître l'hétérogénéité de la population des PME ; et prendre en considération les contributions qu'apportent, dans de nombreuses dimensions, les PME à l'économie et la société. Il doit également reconnaître que les pays poursuivent des priorités différentes pour les diverses populations d'entreprises, qui dépendent des contextes et des circonstances nationaux spécifiques.

51. Il convient en outre de s'efforcer davantage d'élaborer des politiques qui transcendent différents domaines et niveaux d'administration de manière cohérente et en leur permettant de se renforcer mutuellement. Il est impératif d'adopter une approche globale car l'intitulé « politiques à l'égard des PME » englobe des domaines qui transcendent les frontières de différents ministères et organismes publics, et qui réclament une concertation étroite avec d'autres parties prenantes, telles que les entreprises, les syndicats et les institutions financières. Il convient également de veiller à la façon dont les politiques élaborées à l'échelon national peuvent être adaptées aux conditions locales, ainsi qu'aux conditions-cadres et aux politiques établies au niveau régional ou territorial (OCDE, 2016e). Il est par ailleurs d'autant plus urgent de relever les défis posés par l'intégration croissante des marchés mondiaux, le développement des chaînes de valeur mondiales et l'essor de l'économie numérique.

Une Stratégie de l'OCDE pour les PME peut soutenir l'action publique dans les pays Membres et non-Membres de l'Organisation

52. Une Stratégie de l'OCDE pour les PME serait source de valeur ajoutée, fournissant un cadre exhaustif qui recenserait les principaux leviers à actionner pour renforcer la contribution des PME à une croissance durable et inclusive. Elle fournirait également des orientations à l'appui de l'action publique dans les pays Membres et non-Membres et des points de repère à partir desquels mesurer les progrès. Ce cadre porterait également sur les questions ciblées qui ont été mises en lumière comme revêtant une importance pour les PME dans une économie mondialisée et caractérisée par l'avènement du numérique. De cette façon, une Stratégie de l'OCDE aiderait les pays à élaborer leur propre stratégie adaptée à leurs circonstances et leur contexte national spécifiques, et aux différents types de PME. Elle s'appuierait également sur les enseignements dégagés des expériences en matière de conception et de mise en œuvre de stratégies à l'égard des PME aux échelons national et supranational. Elle viserait à renforcer l'assise factuelle, notamment en comblant les manques de données sur les PME. Les travaux préparatoires seraient menés en 2017, et comporteraient notamment la rédaction d'un rapport exploratoire qui serait examiné au sein des comités concernés, dans le but de lancer l'élaboration de la Stratégie début 2018. La tenue d'une Conférence Ministérielle sur les PME début 2018 présente également une occasion importante de faire avancer ces travaux. Des rapports d'avancement seraient diffusés en 2018 et 2019, et la Stratégie serait présentée en 2020.

53. L'OCDE est idéalement placée pour mener cette initiative. Depuis plus de vingt ans, l'Organisation est à l'avant-garde du dialogue d'action international sur les PME et des initiatives visant à constituer une assise de données à l'appui de politiques plus efficaces à l'égard des PME, aussi bien dans ses pays Membres que non-Membres. Elle peut mettre utilement à profit son expertise unique de l'élaboration, du recueil et de la compréhension des statistiques sur les entreprises dans les pays Membres et non-Membres, et exploiter l'expérience solide de l'analyse des politiques acquise dans ses comités, dans des domaines tels que le financement des PME, l'innovation, la fiscalité, la réglementation, l'essor du numérique, l'emploi, les compétences, les échanges, l'internationalisation et les CVM, et l'environnement et peut imprimer un précieux élan en faveur des réformes. Elle peut aussi tirer parti de ses vastes réseaux,

et notamment de ses liens avec les parties prenantes du secteur privé et des institutions financières, et de son expérience récente de l'élaboration de stratégies transversales dans d'autres domaines. L'ampleur de son expertise et la profondeur de ses analyses lui donnent une occasion unique de se pencher sur la complexité de l'action publique à l'égard des PME dans différents contextes économiques et sociaux. En soutenant le développement et la mise en œuvre de politiques efficaces à l'appui des PME, l'OCDE peut contribuer à instaurer des règles du jeu plus efficaces et à permettre aux PME de renforcer leur contribution à une croissance durable et inclusive.

RÉFÉRENCES

- Baumol, W. (2002), *The Free-Market Innovation Machine: Analyzing the Growth Miracle of Capitalism*, Princeton University Press, Princeton
- Bergthaler W., Kang K., Liu Y., et D. Monaghan (2015), « Tackling Small and Medium Sized Enterprise Problem Loans in Europe », IMF Staff Discussion Note, mars 2015, Fonds monétaire international, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1504.pdf>
- Beverelli C., M. Kukenova et N. Rocha (2011), « Are you experienced? Survival and Recovery of Trade Relations after Banking Crisis », Documents de travail de l'OMC n° 2011-03, Organisation mondiale du commerce.
- BIAC, B20 China, World SME Forum, SME Finance Forum (2016), *Financing Growth; SMEs in Global Value Chains*, <http://biac.org/wp-content/uploads/2016/06/Financing-Growth-SMEs-in-Global-Value-Chains.pdf>
- BIRD (2010), *Trade Adjustment Costs in Developing Countries: Impacts, Determinants and Policy Responses*, Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, Washington D.C.
- Carbon Trust (2013), *Low carbon entrepreneurs: The new engines of growth*, <https://www.carbontrust.com/resources/reports/technology/low-carbon-entrepreneurs/>
- COMCEC (2013), *Promoting the SMEs Exports in the OIC Member Countries*, Comité permanent pour la coopération économique et commerciale (COMCEC) de l'Organisation de la coopération islamique
- EaP GREEN (2016), *Environmental Policy Toolkit for Greening SMEs in the EU Eastern Partnership countries*, rapport de l'OCDE dans le cadre du projet EaP GREEN financé par l'UE, <http://www.oecd.org/env/outreach/Greening-SMEs-policy-toolkit-eng.pdf>
- Eichfelder S. et F. Vaillancourt (2014), « Tax Compliance Costs: A Review of Cost Burdens and Cost Structures », *Hacienda Pública Española*, vol. 210, issue 3, pages 111-148
- ETLA (2015), *From Cleantech to Cleanweb. The Finnish Cleantech Space in Transition*, ETLA Paper No 43, ETLA – The Research Institute of the Finnish Economy, <https://www.etla.fi/wp-content/uploads/ETLA-Raportit-Reports-43.pdf>
- EU (2016), *Social Enterprises and their Eco-systems: Developments in Europe*, Commission européenne, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg.
- EU/OCDE (2016), *Synthèse sur le changement d'échelle et la maximisation de l'impact des entreprises sociales*, Union européenne et OCDE, <https://www.oecd.org/fr/cfe/leed/Policy-brief-Scaling-up-social-enterprises-FR.pdf>

- Eurostat (2014), Patent Statistics at Eurostat. Mapping the contribution of SMEs in EU patenting. Eurostat Manuels et instructions, Luxembourg, <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/3859598/6064260/KS-GQ-14-009-EN-N.pdf/caa6f467-11f8-43f9-ba76-eb3ccb6fab6d>
- Mazur, E. (2012), « Transformation verte des petites entreprises : Satisfaire et dépasser les exigences environnementales », n° 47, Éditions OCDE, Paris. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/5k92r8l82xxq-fr>
- OCDE (2009), Vers une croissance pro-pauvres : l'Emploi, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2010a), SMEs, Entrepreneurship and Innovation, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2010b), High-Growth Enterprises: What Governments Can Do to Make a Difference, Études de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264048782-en>
- OCDE (2013a), Green entrepreneurship, eco-innovation and SMEs, Groupe de travail de l'OCDE sur les petites et moyennes entreprises (PME) et l'entrepreneuriat, [CFE/SME\(2011\)9/FINAL](#)
- OCDE (2013b), Skills Development and Training in SMEs, Éditions OCDE, Paris
- OCDE (2013c), SME and Entrepreneurship Financing: The Role of Credit Guarantee Schemes and Mutual Guarantee Societies in supporting finance for small and medium-sized enterprises, Groupe de travail de l'OCDE sur les petites et moyennes entreprises (PME) et l'entrepreneuriat, [CFE/SME\(2012\)1/FINAL](#)
- OCDE (2015a), Cadre d'action de l'OCDE pour l'investissement, édition 2015, Éditions OCDE, Paris.
- OECD (2015b), Skills and learning strategies for innovation in SMEs, Groupe de travail sur les PME et l'entrepreneuriat, [CFE/SME\(2014\)3/REV1](#)
- OCDE (2015c), Taxation of SMEs in OECD and G20 countries, Éditions OCDE, Paris
- OCDE (2015d), Nouvelles approches du financement des PME et de l'entrepreneuriat : élargir la gamme des instruments, Éditions OCDE, Paris
- OCDE (2016a), « L'articulation entre productivité et inclusivité », Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres, Paris, 1-2 juin 2016 [[C/MIN\(2016\)3](#)].
- OCDE (2016b), Panorama de l'entrepreneuriat 2016, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2016c), « No Country for Young Firms? », note de synthèse, Direction de la science, de la technologie et de l'innovation, juin 2016.
- OCDE (2016d), Fostering Markets for SME finance: matching business and investor needs, Groupe de travail de l'OCDE sur les petites et moyennes entreprises (PME) et l'entrepreneuriat, [CFE/SME\(2016\)4/REV1](#)
- OCDE (2016e), OCDE (2016), Création d'emplois et développement économique local 2016 (Version abrégée), Éditions OCDE, Paris
- OCDE (2017a), Small, Medium, Strong. Trends in SME Performance and Business Conditions, OECD Publishing, Paris.

C/MIN(2017)8

OCDE (2017b), Increasing productivity in small traditional enterprises: programmes for upgrading management skills and practices, Groupe de travail de l'OCDE sur les petites et moyennes entreprises (PME) et l'entrepreneuriat, [CFE/SME\(2016\)6](#)

OCDE (2017c), Panorama de l'entrepreneuriat 2017, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

OCDE (2017d), « Mapping SME Participation in Global Value chains in ASEAN », Groupe de travail du Comité des échanges de l'OCDE, [TAD/TC/WP\(2015\)25/REV2/PART2](#)

OCDE (2017e), Panorama des administrations publiques, 2017, Éditions OCDE, Paris, à paraître

OCDE (2017f), Key Issues for Digital Transformation in the G20, rapport établi en vue d'une conférence conjointe de la présidence allemande du G20/OCDE, Berlin, 12 janvier 2017, <https://www.oecd.org/g20/key-issues-for-digital-transformation-in-the-g20.pdf>

OCDE et Groupe de la Banque mondiale (2015), Inclusive Global Value Chains. Policy options in trade and complementary areas for GVC Integration by small and medium enterprises and low-income developing countries, rapport établi en vue de sa présentation à la réunion des ministres du Commerce des pays Membres du G20, Istanbul, Turquie, 6 octobre 2015

SEUK (2015), Leading the World in Social Enterprises, State of Social Enterprise Survey 2015, Social Enterprise UK Publishing.

SFI (2014), Building competitive green industries: the climate and technology opportunity for developing countries, Société financière internationale, Groupe de la Banque mondiale, Washington D.C.

SFI (2010), Scaling-Up SME Access to Financial Services in the Developing World, Société financière internationale, Groupe de la Banque mondiale, Washington D.C., http://www.enterprise-development.org/wp-content/uploads/ScalingUp_SME_Access_to_Financial_Services.pdf

USITC (2014), Trade Barriers That U.S. Small and Medium-sized Enterprises Perceive as Affecting Exports to the European Union, United States International Trade Commission, Investigation No. 332-541, mars 2014, <https://www.usitc.gov/publications/332/pub4455.pdf>

Wagner J. (2015), A survey of empirical studies using transaction level data on exports and imports, CESIS Electronic Working Paper Series, Paper No. 416, The Royal Institute of Technology, Centre of Excellence for Science and Innovation Studies (CESIS), juillet 2015, <https://static.sys.kth.se/itm/wp/cesis/cesiswp416.pdf>